

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA LE COSQUER

LE COSQUER
22160 Lohuec

Références : VD/EK/2025/12/16/01
Code AIOT : 0052202300

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement SCEA LE COSQUER implanté LE COSQUER 22160 Lohuec. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA LE COSQUER
- LE COSQUER 22160 Lohuec
- Code AIOT : 0052202300
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage avicole autorisé par arrêté préfectoral modificatif en date du 21 mars 2023, pour une capacité de 66 000 poules pondeuses.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 21/03/2023, article 1	Sans objet
2	Transfert des déjections	Arrêté Préfectoral du 21/03/2023, article 4.1	Sans objet
3	Traçabilité des produits	Arrêté Préfectoral du 21/03/2023, article 4.2	Sans objet
4	Restructuration des bâtiments P2 et P3	Arrêté Préfectoral du 21/03/2023, article 9	Sans objet
5	Prescription relative au bâtiment P4	Arrêté Préfectoral du 21/03/2023, article 10	Sans objet
6	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Sans objet
8	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est le jour de l'inspection à l'arrêt et en cours de restructuration conformément au dossier déposé et aux dispositions des articles 9 et 10 de son arrêté préfectoral, avec pour objectif notamment de sécher efficacement les fientes et rendre étanche les installations d'évacuation et de stockage des effluents.

La réserve incendie prévue dans les plans et mémoires annexés à l'arrêté préfectoral du 21 mars 2023 a été déplacée sur un autre site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2023, article 1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : La SCEA LE COSQUER, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit «Le Cosquer» sur la commune de LOHUEC, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage de poules pondeuses dont la capacité maximale est de 66 000 emplacements, pour une durée maximale de deux ans, sous réserve de limiter la quantité d'azote produite à 28 776 UN/an et la quantité de phosphore à 25080 UP2O5/an.
Constats : Installation à l'arrêt le jour de l'inspection. Les derniers animaux sont sortis les 26 et 29 septembre 2024 (60 949 poules pondeuses pour 26 574 uN produites). Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Transfert des déjections

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2023, article 4.1
Thème(s) : Élevage, prescriptions spéciales
Prescription contrôlée : Une convention est établie avec la société DORAVEN qui assure la reprise de 1980 tonnes de fientes de poules pondeuses correspondant à 28 776 UN et 25080 UP2O5 pour une durée de deux ans à partir de la mise en place des poules pondeuses. Les fientes reprises seront dirigées vers des installations dûment autorisées à les recevoir, à les transformer puis à les commercialiser.
Constats : Conforme : reprise en brut des effluents produits par la société DORAVEN.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traçabilité des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2023, article 4.2
Thème(s) : Élevage, prescriptions spéciales
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre détaillant, pour chaque enlèvement d'effluents, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• date de l'enlèvement ;• nom, adresse et coordonnées du destinataire ;• quantité d'effluents en tonnes ;

<ul style="list-style-type: none"> • nom du transporteur. <p>Les informations détaillées ci-dessus peuvent également être communiquées à l'exploitant, sous sa responsabilité, par la société prestataire de service.</p> <p>Le registre tenu par l'exploitant doit être en permanence consultable par les inspecteurs de l'environnement spécialité installation classée pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La traçabilité des effluents produits a été assurée, seule la destination finale n'est pas connue de l'exploitant.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Restructuration des bâtiments P2 et P3

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2023, article 9</p>
<p>Thème(s) : Élevage, prescriptions spéciales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant tout mise en place postérieure à celle prévue fin mars 2023, les bâtiments P2 et P3 devront être restructurés avec un nouveau système de séchage.</p> <p>Un dossier de demande d'examen au cas par cas devra être déposé avant le 15 décembre 2023 au vu des délais de restructuration annoncés par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bâtiment P2 va être restructuré comme stockage de matériel et le P3 est déconstruit.</p> <p>Une demande d'examen au cas par cas a été déposée et instruite et un dossier a été déposé pour la restructuration de l'installation.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prescription relative au bâtiment P4

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2023, article 10</p>
<p>Thème(s) : Élevage, prescriptions spéciales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bâtiment P4 pour 80 000 emplacements poules pondeuses est en arrêt temporaire d'activité. Il doit être maintenu en bon état et sécurisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p> <p>Le bâtiment est en cours d'aménagement avec la mise en place de volières pour le logement des futurs animaux et un séchoir à plaque sera mis en place pour la gestion des fientes.</p> <p>Les aménagements en cours sont conformes au dossier qui a été déposé.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 6 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
--

Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
--

Prescription contrôlée :

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Constats :

Sécurisation de la lagune : **Conforme.**

Étanchéité : **Conforme.**

Vigilance toutefois, car si la lagune n'était plus alimentée (élevage à l'arrêt et réseaux déconstruits), elle était pleine.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
--

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

<p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conforme : L'installation étant à l'arrêt, la réserve incendie aurait été déplacée sur un autre site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 8 : Déclaration annuelle des flux d'azote

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.</p>

Constats : Conforme : déclaration réalisée et conforme au type de déjections produites.
Type de suites proposées : Sans suite